

# International Labour Conference

# Conférence internationale du Travail

## CONVENTION 109

CONVENTION CONCERNING  
WAGES, HOURS OF WORK ON BOARD SHIP AND MANNING  
(REVISED 1958),  
ADOPTED BY THE CONFERENCE  
AT ITS FORTY-FIRST SESSION,  
GENEVA, 14 MAY 1958

## CONVENTION 109

CONVENTION CONCERNANT  
LES SALAIRES, LA DURÉE DU TRAVAIL A BORD ET LES EFFECTIFS  
(REVISÉE EN 1958),  
ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE  
A SA QUARANTE ET UNIÈME SESSION,  
GENÈVE, 14 MAI 1958

**Convention 109**

**CONVENTION CONCERNING WAGES, HOURS OF WORK ON BOARD  
SHIP AND MANNING (REVISED 1958).**

The General Conference of the International Labour Organisation,

Having been convened at Geneva by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Forty-first Session on 29 April 1958, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the general revision of the Wages, Hours of Work and Manning (Sea) Convention (Revised), 1949, which is the second item on the agenda of the session, and

Considering that these proposals must take the form of an international Convention,

adopts this fourteenth day of May of the year one thousand nine hundred and fifty-eight the following Convention, which may be cited as the Wages, Hours of Work and Manning (Sea) Convention (Revised), 1958 :

**PART I. GENERAL PROVISIONS**

*Article 1*

Nothing in this Convention shall be deemed to prejudice any provision concerning wages, hours of work on board ship, or manning, by law, award, custom or agreement between shipowners and seafarers, which ensures the seafarers conditions more favourable than those provided for by this Convention.

*Article 2*

1. This Convention applies to every vessel, whether publicly or privately owned, which is—

- (a) mechanically propelled ;
- (b) registered in a territory for which the Convention is in force ;
- (c) engaged in the transport of cargo or passengers for the purpose of trade ; and
- (d) engaged in a voyage by sea.

2. This Convention does not apply to—

- (a) vessels of less than 500 gross register tons ;
- (b) wooden vessels of primitive build such as dhows and junks ;
- (c) vessels engaged in fishing or in operations directly connected therewith ;
- (d) estuarial craft.

*Article 3*

This Convention applies to every person who is engaged in any capacity on board a vessel except—

- (a) a master ;
- (b) a pilot not a member of the crew ;
- (c) a doctor ;

**CONVENTION CONCERNANT LES SALAIRES, LA DURÉE DU TRAVAIL A BORD ET LES EFFECTIFS (REVISÉE EN 1958).**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 29 avril 1958, en sa quarante et unième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision générale de la convention sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949, question qui constitue le deuxième point à l'ordre du jour de la session,

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale,

adopte, ce quatorzième jour de mai mil neuf cent cinquante-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958 :

**PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

*Article 1*

Rien dans la présente convention ne porte atteinte aux dispositions concernant les salaires, la durée du travail à bord des navires ou les effectifs prévues par loi, sentence, coutume ou accord passé entre armateurs et gens de mer, qui assurent aux gens de mer des conditions plus favorables que celles prévues par ladite convention.

*Article 2*

1. La présente convention s'applique à tout navire, de propriété publique ou privée, qui est :

- a) à propulsion mécanique ;
- b) immatriculé dans un territoire pour lequel la présente convention est en vigueur ;
- c) affecté pour des fins commerciales au transport de marchandises ou de passagers ;
- d) affecté à un voyage en mer.

2. La présente convention ne s'applique pas :

- a) aux bateaux d'une jauge brute enregistrée inférieure à 500 tonneaux ;
- b) aux bateaux en bois de construction primitive, tels que des dhows ou des jonques ;
- c) aux navires affectés à la pêche ou à des opérations qui s'y rattachent directement ;
- d) aux embarcations naviguant dans les eaux d'un estuaire.

*Article 3*

La présente convention s'applique à toutes les personnes qui sont employées dans une fonction quelconque à bord d'un navire, à l'exception :

- a) du capitaine ;
- b) du pilote qui n'est pas membre de l'équipage ;
- c) du médecin ;

- (d) nursing staff engaged exclusively on nursing duties and hospital staff ;
  - (e) a chaplain ;
  - (f) persons engaged exclusively on educational duties ;
  - (g) a musician ;
  - (h) persons whose duties are connected solely with the cargo on board ;
  - (i) persons working exclusively on their own account or remunerated exclusively by a share of profits or earnings ;
  - (j) persons not remunerated for their services or remunerated only by a nominal salary or wage ;
  - (k) persons, excluding those in the service of a wireless telegraphy company, who are employed on board by an employer other than the shipowner ;
  - (l) travelling dockers (longshoremen) not members of the crew ;
  - (m) persons employed in whale-catching, floating factory or transport vessels or otherwise for the purpose of whaling or similar operations under conditions regulated by legislation or by the provisions of a special collective whaling or similar agreement determining hours of work and other conditions of service concluded by an organisation of seafarers ;
- 
- (n) persons who are not members of the crew (whether working on or off articles) but are employed while the vessel is in port on repairing, cleaning, loading or unloading the vessel or similar work or on port relief, maintenance, watch or caretaking duties.

#### *Article 4*

In this Convention—

- (a) the term "officer" means a person other than a master who is described in the ship's articles as an officer or who is serving in a capacity which by law, collective agreement or custom is recognised as that of an officer ;
- (b) the term "rating" means a member of the crew other than a master or officer and includes a certificated seaman ;
- (c) the term "able seaman" means any person who by national laws or regulations, or in the absence of such laws or regulations by collective agreement, is deemed to be competent to perform any duty which may be required of a rating serving in the deck department other than the duties of a leading or specialist rating ;
- (d) the term "basic pay or wages" means the remuneration of an officer or rating in cash exclusive of the cost of food, overtime, premiums or any other allowances either in cash or in kind.

#### *Article 5*

1. Each Member ratifying this Convention may, by a declaration appended to its ratification, exclude from its ratification Part II of the Convention.
2. Subject to the terms of any such declaration, the provisions of Part II of the Convention shall have the same effect as the other provisions of the Convention.

- d) du personnel infirmier ou hospitalier exclusivement employé à des travaux d'infirmérie ;
- e) de l'aumônier ;
- f) des personnes remplissant exclusivement des fonctions éducatives ;
- g) des musiciens ;
- h) des personnes dont le service concerne la cargaison à bord ;
- i) des personnes travaillant exclusivement pour leur propre compte ou rémunérées exclusivement à la part ;
- j) des personnes non rémunérées pour leurs services ou rémunérées uniquement par un salaire ou traitement nominal ;
- k) des personnes employées à bord par un employeur autre que l'armateur, à l'exception de celles au service d'une entreprise de radiotélégraphie ;
  
- l) des dockers itinérants qui ne sont pas membres de l'équipage ;
- m) des personnes à bord, soit de navires affectés à la chasse à la baleine, soit d'usines flottantes, soit de navires affectés aux transports y relatifs, ou employées à un autre titre pour les fins de la chasse à la baleine ou d'opérations similaires, dans les conditions régies par la législation nationale ou les dispositions d'une convention collective spéciale pour baleiniers ou d'une convention analogue conclue par une organisation de gens de mer et déterminant la durée du travail ainsi que les autres conditions de service ;
- n) des personnes qui ne sont pas membres de l'équipage (qu'elles soient ou non sur le rôle) mais qui sont employées pendant que le navire est au port à des travaux de réparation, nettoyage, chargement ou déchargement de navires ou à des travaux similaires ou à des fonctions de relève, d'entretien, de surveillance ou de garde.

#### *Article 4*

Dans la présente convention :

- a) le terme « officier » désigne toute personne, à l'exception des capitaines, qui est portée comme officier sur le rôle de l'équipage ou qui remplit une fonction que la législation nationale, une convention collective ou la coutume reconnaissent comme étant de la compétence d'un officier ;
- b) le terme « personnel subalterne » désigne tous les membres de l'équipage autres que les capitaines et les officiers et comprend les matelots munis d'un certificat ;
- c) le terme « matelot qualifié » désigne toute personne qui, en conformité de la législation nationale, ou, en l'absence d'une telle législation, par convention collective, est censée posséder la compétence professionnelle nécessaire pour remplir toute tâche dont l'exécution peut être exigée d'un membre du personnel subalterne affecté au service du pont autre que celle d'un membre du personnel subalterne dirigeant ou spécialisé ;
- d) le terme « salaire ou solde de base » désigne la rémunération en espèces d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne, à l'exclusion du coût de la nourriture, de la rémunération du travail supplémentaire, des primes ou autres allocations en espèces ou en nature.

#### *Article 5*

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration annexée à sa ratification, exclure de celle-ci la partie II de la convention.

2. Sous réserve des termes d'une telle déclaration, les dispositions de la partie II de la convention auront le même effet que les autres dispositions de la convention.

3. Any Member which makes such a declaration shall also supply information showing the basic pay or wages for a calendar month of service of an able seaman employed in a vessel to which the Convention applies.

4. Any Member which makes such a declaration may subsequently, by a new declaration, notify the Director-General that it accepts Part II; as from the date of the registration of such notification by the Director-General the provisions of Part II shall be applicable to the Member in question.

5. While a declaration made under paragraph 1 of this Article remains in force in respect of Part II, the Member may declare its willingness to accept Part II as having the force of a Recommendation.

## PART II. WAGES

### *Article 6*

1. The basic pay or wages for a calendar month of service of an able seaman employed in a vessel to which this Convention applies shall not be less than sixteen pounds in currency of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or sixty-four dollars in currency of the United States of America or the equivalent thereof in other currency.

2. In respect of any change in the par value of the pound or the dollar notified to the International Monetary Fund since 29 June 1946, or in the event of any further such change being notified subsequent to the adoption of this Convention—

- (a) the minimum basic wage prescribed in paragraph 1 of this Article in terms of the currency in respect of which such notification has been made shall be adjusted so as to maintain equivalence with the other currency;
- (b) the adjustment shall be notified by the Director-General of the International Labour Office to the Members of the International Labour Organisation;
- (c) the minimum basic wage so adjusted shall be binding upon Members which have ratified the Convention in the same manner as the wage prescribed in paragraph 1 of this Article, and shall take effect for each such Member not later than the beginning of the second calendar month following that in which the Director-General communicates the change to Members.

### *Article 7*

1. In the case of ships in which are employed such groups of ratings as necessitate the employment of larger groups of ratings than would otherwise be employed the minimum basic pay or wages of an able seaman shall be an amount fixed as the adjusted equivalent of the minimum basic pay or wages stipulated in the preceding Article.

2. The adjusted equivalent shall be fixed in accordance with the principle of equal pay for equal work and due allowance shall be made for—

- (a) the extra number of ratings of such groups who are employed;
- (b) any increase or decrease in cost to the shipowner consequent on the employment of such groups of ratings.

3. Tout Membre qui fait une telle déclaration fournira également des informations indiquant le salaire ou la solde de base, pour un mois civil de service, d'un matelot qualifié employé à bord d'un navire auquel la convention s'applique.

4. Tout Membre qui fait une telle déclaration peut ultérieurement, par une nouvelle déclaration, notifier au Directeur général qu'il accepte la partie II ; à partir de la date d'enregistrement par le Directeur général d'une telle notification, les dispositions de la partie II deviendront applicables au Membre en question.

5. Tant qu'une déclaration faite conformément aux termes du paragraphe 1 du présent article demeure en vigueur en ce qui concerne la partie II, le Membre peut déclarer qu'il a l'intention d'accepter cette partie comme ayant la valeur d'une recommandation.

## PARTIE II. SALAIRES

### *Article 6*

1. Le salaire ou la solde de base, pour un mois civil de service, d'un matelot qualifié employé à bord d'un navire auquel s'applique la présente convention ne pourront pas être inférieurs à seize livres, en monnaie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ou à soixante-quatre dollars, en monnaie des Etats-Unis d'Amérique, ou à une somme équivalente, en monnaie d'un autre pays.

2. En ce qui concerne tout changement de la valeur au pair de la livre ou du dollar qui a été notifié au Fonds monétaire international depuis le 29 juin 1946, ou dans le cas de tout changement ultérieur de cette nature qui serait notifié après l'adoption de la présente convention :

- a) le salaire minimum de base prescrit dans le paragraphe 1 du présent article en fonction de la monnaie pour laquelle une telle notification a été faite sera ajusté de manière à maintenir l'équivalence avec l'autre monnaie ;
- b) l'ajustement sera notifié par le Directeur général du Bureau international du Travail aux Membres de l'Organisation internationale du Travail ;
- c) le salaire minimum de base ainsi ajusté sera obligatoire pour les Membres qui ont ratifié la convention de la même manière que le salaire prescrit dans le paragraphe 1 du présent article, et prendra effet pour chacun de ces Membres au plus tard au début du deuxième mois civil suivant le mois au cours duquel le Directeur général communique le changement aux Membres.

### *Article 7*

1. Dans le cas de navires où sont employés des groupes de personnel subalterne nécessitant l'embarquement d'un effectif plus important que celui qui eût été utilisé autrement, le salaire ou la solde de base minimum d'un matelot qualifié seront ajustés de façon qu'ils correspondent au salaire ou à la solde de base minimum tels qu'ils sont fixés à l'article précédent.

2. Cette équivalence sera établie conformément au principe « à travail égal, salaire égal » et il sera tenu dûment compte :

- a) du nombre supplémentaire de membres du personnel subalterne de ces groupes qui sont employés ;
- b) de l'augmentation ou de la diminution des charges de l'armateur du fait de l'emploi de ces groupes de personnes.

3. The adjusted equivalent shall be determined by collective agreement between the organisations of shipowners and seafarers concerned or, failing such agreement and subject to both countries concerned having ratified the Convention, by the competent authority of the territory of the group of seafarers concerned.

#### *Article 8*

If meals are not provided free of charge, the minimum basic pay or wages shall be increased by an amount to be determined by collective agreement between the organisations of shipowners and seafarers concerned or, failing such agreement, by the competent authority.

#### *Article 9*

1. The rate to be used for determining the equivalent in other currency of the minimum basic pay or wages prescribed in Article 6 shall be the ratio between the par value of that currency and the par value of the pound of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or of the dollar of the United States of America.

2. In the case of the currency of a Member of the International Labour Organisation which is a Member of the International Monetary Fund, the par value shall be that currently in effect under the Articles of Agreement of the International Monetary Fund.

3. In the case of the currency of a Member of the International Labour Organisation which is not a Member of the International Monetary Fund, the par value shall be the official rate of exchange, in terms of gold or of the dollar of the United States of America of the weight and fineness in effect on 1 July 1944, currently in effect for payments and transfers for current international transactions.

4. In the case of any currency which cannot be dealt with under the provisions of either of the two preceding paragraphs—

- (a) the rate to be adopted for the purpose of this Article shall be determined by the Member of the International Labour Organisation concerned ;
- (b) the Member concerned shall notify its decision to the Director-General of the International Labour Office, who shall forthwith inform the other Members which have ratified this Convention ;
- (c) within a period of six months from the date on which the information is communicated by the Director-General, any other Member which has ratified the Convention may inform the Director-General of the International Labour Office that it objects to the decision, and the Director-General shall thereupon inform the Member concerned and the other Members which have ratified the Convention and shall report the matter to the Committee provided for in Article 22 ;
- (d) the foregoing provisions shall apply in the event of any change in the decision of the Member concerned.

5. A change in basic pay or wages as a result of a change in the rate for determining the equivalent in other currency shall take effect not later than the beginning of the second calendar month following that in which the change in the relative par values of the currencies concerned becomes effective.

#### *Article 10*

Each Member shall take the necessary measures—

- (a) to ensure, by way of a system of supervision and sanctions, that remuneration is paid at not less than the rate required by this Convention ; and

3. Le salaire correspondant sera fixé par la voie de conventions collectives passées entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées ou, en l'absence de telles conventions collectives et sous réserve de la ratification de la présente convention par les deux pays intéressés, par l'autorité compétente du territoire du groupe des gens de mer dont il s'agit.

#### *Article 8*

Au cas où la nourriture ne serait pas fournie gratuitement, le salaire ou la solde de base minimum seront majorés d'une somme qui sera fixée par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées ou, à défaut, par l'autorité compétente.

#### *Article 9*

1. Le taux à utiliser pour déterminer l'équivalent, en une autre monnaie, du salaire ou de la solde de base prévus à l'article 6 sera le rapport entre la valeur au pair de cette monnaie et la valeur au pair de la livre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

2. Dans le cas de la monnaie d'un Membre de l'Organisation internationale du Travail qui est membre du Fonds monétaire international, la valeur au pair sera la valeur couramment en vigueur en vertu du statut du Fonds monétaire international.

3. Dans le cas de la monnaie d'un Membre de l'Organisation internationale du Travail qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, la valeur au pair sera le taux officiel de change, en fonction de l'or ou du dollar des Etats-Unis d'Amérique ayant le poids et le titre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1944, et couramment utilisé pour les paiements et transferts dans les transactions internationales courantes.

4. Dans le cas d'une monnaie à laquelle ne sont pas applicables les dispositions de l'un ou l'autre des deux paragraphes précédents :

- a) le taux à adopter aux fins du présent article sera fixé par le Membre de l'Organisation internationale du Travail intéressé ;
- b) le Membre intéressé communiquera sa décision au Directeur général du Bureau international du Travail, qui en informera immédiatement les autres Membres ayant ratifié la présente convention ;
- c) au cours d'une période de six mois à partir de la date à laquelle cette information sera communiquée par le Directeur général, tout autre Membre ayant ratifié la convention pourra informer le Directeur général du Bureau international du Travail qu'il formule des objections contre cette décision ; dans ce cas, le Directeur général en informera le Membre intéressé et les autres Membres ayant ratifié la convention et il soumettra la question au comité prévu à l'article 22 ;
- d) les présentes dispositions s'appliqueront dans l'éventualité d'un changement de la décision du Membre intéressé.

5. Toute modification au salaire ou à la solde de base résultant d'un changement du taux utilisé pour déterminer l'équivalent dans une autre monnaie prendra effet, au plus tard, au début du deuxième mois civil suivant le mois au cours duquel est entré en vigueur le changement apporté au rapport entre les valeurs au pair des monnaies en question.

#### *Article 10*

Tout Membre devra prendre les mesures nécessaires :

- a) pour assurer, au moyen d'un système de contrôle et de sanctions, que les rémunérations versées ne sont pas inférieures aux taux fixés par la présente convention ;

- (b) to ensure that any person who has been paid at a rate less than that required by this Convention is enabled to recover, by an inexpensive and expeditious judicial or other procedure, the amount by which he has been underpaid.

### PART III. HOURS OF WORK ON BOARD SHIP

#### *Article 11*

This Part of this Convention does not apply to—

- (a) a chief officer or chief engineer ;
- (b) a purser ;
- (c) any other officer in charge of a department who does not keep watch ;
- (d) a person employed in the clerical or catering department of a vessel who is—
  - (i) serving in a superior grade as defined by a collective agreement between the organisations of shipowners and seafarers concerned ; or
  - (ii) working chiefly on his own account ; or
  - (iii) remunerated solely on a commission basis or chiefly by a share of profits or earnings.

#### *Article 12*

In this Part of this Convention—

- (a) the term "near trade ship" means a vessel exclusively engaged in voyages upon which it does not proceed farther from the country from which it trades than the near-by ports of neighbouring countries within geographical limits which—
  - (i) are clearly specified by national laws, regulations or by collective agreement between organisations of shipowners and seafarers ;
  - (ii) are uniform in respect of the application of all the provisions of this Part of the Convention ;
  - (iii) have been notified by the Member when registering its ratification by a declaration annexed thereto ; and
  - (iv) have been fixed after consultation with the other Members concerned ;
- (b) the term "distant trade ship" means a vessel other than a near trade ship ;
- (c) the term "passenger ship" means a vessel licensed to carry more than twelve passengers ;
- (d) the term "hours of work" means time during which a person is required by the orders of a superior to do work on account of the vessel or the owner.

#### *Article 13*

1. This Article applies to officers and ratings employed in the deck, engine-room and radio departments of near trade ships.
2. The normal hours of work of an officer or rating shall not exceed—

- b) pour assurer que toute personne qui a été rémunérée à un taux inférieur au taux conforme aux dispositions de la présente convention puisse recouvrer, par une procédure expéditive et peu onéreuse, soit par voie judiciaire, soit par toute autre voie légale, le montant de la somme qui lui reste due.

### PARTIE III. DURÉE DU TRAVAIL A BORD DES NAVIRES

#### *Article 11*

- Cette partie de la présente convention ne s'applique pas :
- a) au second capitaine ou au chef mécanicien ;
  - b) au commissaire ;
  - c) à tout autre officier chef de service qui ne prend pas le quart ;
  - d) à toute personne employée aux écritures ou appartenant au service général qui :
    - i) soit sert dans un grade supérieur défini par une convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées ;
    - ii) soit travaille principalement pour son propre compte ;
    - iii) soit est rémunérée uniquement à la commission ou principalement à la part.

#### *Article 12*

- Dans cette partie de la présente convention :
- a) le terme « navire affecté à la petite navigation » désigne tout navire exclusivement affecté à des voyages au cours desquels il n'est pas plus éloigné des pays d'où il part que les ports rapprochés des pays avoisinants, dans des limites géographiques qui :
    - i) sont nettement définies par la législation nationale ou par une convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer ;
    - ii) sont uniformes, en ce qui concerne l'application de toutes les dispositions de cette partie de la présente convention ;
    - iii) ont été notifiées par le Membre intéressé, au moment de l'enregistrement de sa ratification, par une déclaration annexée à ladite ratification ;
    - iv) ont été fixées après consultation avec les autres Membres intéressés ;
  - b) le terme « navire affecté à la grande navigation » désigne tout navire autre qu'un navire affecté à la petite navigation ;
  - c) le terme « navire à passagers » désigne tout navire ayant une licence lui permettant de transporter plus de douze passagers ;
  - d) le terme « durée du travail » désigne le temps pendant lequel un membre de l'équipage est tenu, en vertu de l'ordre d'un supérieur, d'effectuer un travail pour le navire ou pour l'armateur.

#### *Article 13*

1. Le présent article s'applique aux officiers et aux membres du personnel subalterne employés aux services du pont, de la machine et de la radiotélégraphie à bord d'un navire affecté à la petite navigation.
2. La durée normale du travail d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne ne doit pas excéder :

- (a) when the vessel is at sea, twenty-four hours in any period of two consecutive days ;
- (b) when the vessel is in port—
  - (i) on the weekly day of rest, such time not exceeding two hours as is necessary for ordinary routine and sanitary duties ;
  - (ii) on other days, eight hours except where a collective agreement provides for less on any day ;
- (c) one hundred and twelve hours in a period of two consecutive weeks.

3. Time worked in excess of the limits prescribed in subparagraphs (a) and (b) of paragraph 2 shall be regarded as overtime for which the officer or rating concerned shall be entitled to compensation in accordance with the provisions of Article 18 of this Convention.

4. When the total number of hours worked in a period of two consecutive weeks, excluding hours regarded as overtime, exceeds one hundred and twelve, the officer or rating concerned shall be compensated by time off in port or otherwise as may be determined by collective agreement between the organisations of shipowners and seafarers concerned.

5. National laws or regulations or collective agreements shall determine when a ship is to be regarded as being at sea and when it is to be regarded as being in port for the purposes of this Article.

#### *Article 14*

1. This Article applies to officers and ratings employed in the deck, engine-room and radio departments of distant trade ships.

2. When the vessel is at sea and on days of sailing and arrival, the normal hours of work of an officer or rating shall not exceed eight hours in any one day.

3. When the vessel is in port, the normal hours of work of an officer or rating shall not exceed—

- (a) on the weekly day of rest, such time not exceeding two hours as is necessary for ordinary routine and sanitary duties ;
- (b) on other days, eight hours except where a collective agreement provides for less on any day.

4. Time worked in excess of the daily limits prescribed in the preceding paragraphs shall be regarded as overtime for which the officer or rating shall be entitled to compensation in accordance with the provisions of Article 18 of this Convention.

5. When the total number of hours worked in a period of one week, excluding hours regarded as overtime, exceeds forty-eight, the officer or rating shall be compensated by time off in port or otherwise as may be determined by collective agreement between the organisations of shipowners and seafarers concerned.

6. National laws or regulations or collective agreements shall determine when a ship is to be regarded as being at sea and when it is to be regarded as being in port for the purposes of this Article.

- a) lorsque le navire est en mer, vingt-quatre heures pour toute période de deux jours consécutifs ;
- b) lorsque le navire est au port :
  - i) le jour de repos hebdomadaire : le temps nécessaire à l'exécution des travaux courants ou de propriété, à concurrence de deux heures ;
  - ii) les autres jours : huit heures, à moins qu'une convention collective ne prévoie une durée de travail inférieure ;
- c) cent douze heures pour toute période de deux semaines consécutives.

3. Toute heure de travail effectuée en dépassement des limites prévues aux alinéas a) et b) du paragraphe 2 sera considérée comme heure supplémentaire, pour laquelle l'intéressé aura droit à une compensation conformément aux dispositions de l'article 18 de la présente convention.

4. Si le nombre total d'heures de travail effectuées dans une période de deux semaines consécutives, à l'exclusion des heures considérées comme heures supplémentaires, dépasse cent douze, l'officier ou le marin intéressé aura droit à une compensation sous forme d'une exemption de service et de présence accordée dans un port, ou sous toute autre forme selon ce qui sera déterminé par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées.

5. La législation nationale ou les conventions collectives détermineront les cas dans lesquels un navire doit être considéré comme étant en mer et les cas dans lesquels il doit être considéré comme étant au port aux fins du présent article.

#### *Article 14*

1. Le présent article s'applique aux officiers et aux membres du personnel subalterne employés aux services du pont, de la machine et de la radiotélégraphie à bord d'un navire affecté à la grande navigation.

2. Lorsque le navire est en mer et les jours d'arrivée et de départ, la durée normale du travail d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne ne doit pas excéder huit heures par jour.

3. Lorsque le navire est au port, la durée normale du travail d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne ne doit pas excéder :

- a) le jour du repos hebdomadaire : le temps nécessaire à l'exécution des travaux courants ou de propriété, à concurrence de deux heures ;
- b) les autres jours : huit heures, à moins qu'une convention collective ne prévoie une durée de travail inférieure.

4. Toute heure de travail effectuée en dépassement des limites journalières prévues aux paragraphes précédents sera considérée comme heure supplémentaire, pour laquelle l'intéressé aura droit à une compensation conformément aux dispositions de l'article 18 de la présente convention.

5. Si le nombre total d'heures de travail effectuées, à l'exclusion des heures considérées comme heures supplémentaires, dépasse quarante-huit au cours d'une période d'une semaine, l'intéressé aura droit à une compensation sous forme de périodes d'exemption de service et de présence accordée dans un port, ou sous toute autre forme, selon ce qui sera déterminé par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées.

6. La législation nationale et les conventions collectives détermineront les cas dans lesquels un navire doit être considéré comme étant en mer et les cas dans lesquels il doit être considéré comme étant au port aux fins du présent article.

### *Article 15*

1. This Article applies to persons employed in the catering department of a vessel.
2. In the case of a passenger ship, normal hours of work shall not exceed—
  - (a) when the vessel is at sea and on days of sailing and arrival, ten hours in any consecutive period of fourteen hours ;
  - (b) when the vessel is in port—
    - (i) when passengers are on board, ten hours in any period of fourteen hours ;
    - (ii) in other cases—
      - on the day preceding the weekly day of rest, five hours ;
      - on the weekly day of rest, five hours for persons engaged in messing duties and such time not exceeding two hours as is necessary for ordinary routine and sanitary duties in the case of other persons ;
      - on any other day, eight hours.
  3. In the case of a vessel not a passenger ship, normal hours of work shall not exceed—
    - (a) when the vessel is at sea and on days of sailing and arrival, nine hours in any period of thirteen hours ;
    - (b) when the vessel is in port—
      - on the weekly day of rest, five hours ;
      - on the day preceding the weekly day of rest, six hours ;
      - on any other days, eight hours in any period of twelve hours.
  4. When the total number of hours worked in a period of two consecutive weeks exceeds one hundred and twelve the person concerned shall be compensated by time off in port or otherwise as may be determined by collective agreement between the organisations of shipowners and seafarers concerned.
  5. National laws or regulations or collective agreements between the organisations of shipowners and seafarers concerned may make special arrangements for the regulation of the hours of work of night watchmen.

### *Article 16*

1. This Article applies to officers and ratings employed in near and distant trade ships.
2. Time off in port should be the subject of negotiations between the organisations of shipowners and seafarers concerned on the basis that officers and ratings should receive the maximum time off in port that is practicable and that such time off should not count as leave.

### *Article 17*

1. The competent authority may exempt from the application of this Part of this Convention officers not already excluded therefrom by virtue of Article 11, subject to the following conditions :
  - (a) the officers must be entitled in virtue of a collective agreement to conditions of employment which the competent authority certifies constitute full compensation for the non-application of this Part of the Convention ;

### *Article 15*

1. Le présent article s'applique aux agents du service général.
2. Dans le cas d'un navire à passagers, la durée normale du travail ne doit pas excéder :
  - a) lorsque le navire est en mer, et les jours d'arrivée et de départ : dix heures au cours d'une période de quatorze heures ;
  - b) lorsque le navire est au port :
    - i) lorsque des passagers sont à bord : dix heures au cours d'une période de quatorze heures ;
    - ii) dans les autres cas :
      - le jour précédent le jour du repos hebdomadaire : cinq heures ;
      - le jour du repos hebdomadaire : cinq heures pour les personnes employées à la cuisine et au service de table, et, pour les autres personnes, le temps nécessaire à l'exécution des travaux courants ou de propreté, à concurrence de deux heures au maximum ;
      - les autres jours : huit heures.
  3. Dans le cas d'un navire autre qu'un navire à passagers, la durée normale du travail ne doit pas excéder :
    - a) lorsque le navire est en mer et les jours d'arrivée et de départ : neuf heures au cours d'une période de treize heures ;
    - b) lorsque le navire est au port :
      - le jour du repos hebdomadaire : cinq heures ;
      - le jour précédent le jour du repos hebdomadaire : six heures ;
      - les autres jours : huit heures au cours d'une période de douze heures.
  4. Si le nombre total d'heures de travail effectuées dépasse cent douze au cours d'une période de deux semaines consécutives, l'intéressé aura droit à une compensation sous forme de périodes d'exemption de service et de présence accordée dans un port, ou sous toute autre forme, selon ce qui sera déterminé par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées.
  5. La législation nationale ou les conventions collectives passées entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées pourront prévoir des modalités particulières pour la réglementation de la durée du travail des veilleurs de nuit.

### *Article 16*

1. Le présent article s'applique aux officiers et membres du personnel subalterne employés à bord de navires de commerce affectés à la petite ou à la grande navigation.
2. L'exemption de service et de présence accordée dans un port doit faire l'objet de négociations entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées, étant entendu que les officiers et le personnel subalterne bénéficieront au port de l'exemption la plus large qui soit réalisable et que cette exemption ne sera pas comptée comme congé.

### *Article 17*

1. L'autorité compétente peut exempter de l'application de la présente partie de la convention tous officiers qui n'en sont pas déjà exclus en vertu de l'article 11, sous réserve des conditions suivantes :
  - a) les officiers doivent avoir droit en vertu de conventions collectives à des conditions d'emploi dont l'autorité compétente certifie qu'elles constituent une pleine compensation pour la non-application de cette partie de la convention ;

(b) the collective agreement must have been originally concluded before 30 June 1946 and the agreement or a renewal thereof must be still in force.

2. A Member having recourse to the provisions of paragraph 1 shall supply to the Director-General of the International Labour Office full particulars of any such collective agreement and the Director-General shall lay a summary of the information received by him before the Committee referred to in Article 22.

3. The said Committee shall consider whether the collective agreements reported to it provide for conditions of employment which constitute full compensation for the non-application of this Part of this Convention. Each Member ratifying the Convention undertakes to give consideration to any observations or suggestions made by the Committee concerning such agreements and further undertakes to bring any such observations or suggestions to the notice of the organisations of shipowners and officers who are parties to such agreements.

#### *Article 18*

1. The rate or rates of compensation for overtime shall be prescribed by national laws or regulations or be fixed by collective agreement, but in no case shall the hourly rate of payment for overtime be less than one-and-a-quarter times the basic pay or wages per hour.

2. Collective agreements may provide for compensation by equivalent time off duty and off the vessel in lieu of cash payment or for any other method of compensation.

#### *Article 19*

1. The consistent working of overtime shall be avoided whenever possible.

2. Time spent in the following work shall not be included in normal hours of work or be regarded as overtime for the purpose of this Part of this Convention :

(a) work that the master deems to be necessary and urgent for the safety of the vessel, cargo or persons on board ;

(b) work required by the master for the purpose of giving assistance to other vessels or persons in distress ;

(c) musters, fire, lifeboat and similar drills of the kind prescribed by the International Convention for the Safety of Life at Sea for the time being in force ;

(d) extra work for the purposes of customs or quarantine or other health formalities ;

(e) normal and necessary work by officers for the determination of the position of the ship and for making meteorological observations ;

(f) extra time required for the normal relieving of watches.

3. Nothing in this Convention shall be deemed to impair the right and duty of the master of a vessel to require, or the duty of an officer or rating to perform, any work deemed by the master to be necessary for the safe and efficient operation of the vessel.

b) la convention collective doit avoir été conclue à l'origine avant le 30 juin 1946 et la convention être encore en vigueur, soit directement, soit par voie de renouvellement.

2. Tout Membre qui invoque les dispositions du paragraphe 1 soumettra au Directeur général du Bureau international du Travail des renseignements complets sur toute convention collective de cet ordre et le Directeur général soumettra un résumé des informations qu'il aura reçues au comité mentionné à l'article 22.

3. Ledit comité examinera si les conventions collectives au sujet desquelles il sera saisi d'un rapport prévoient des conditions d'emploi qui constituent une pleine compensation pour la non-application de cette partie de la convention. Tout Membre qui aura ratifié la convention s'engage à tenir compte de toute observation ou suggestion faite par le comité concernant de telles conventions collectives ; il s'engage, en outre, à porter ces observations ou suggestions à la connaissance des organisations d'armateurs ou d'officiers parties à de telles conventions collectives.

#### *Article 18*

1. Le taux ou les taux de compensation pour les heures supplémentaires seront prescrits par la législation nationale ou déterminés par convention collective, mais dans tous les cas le taux horaire de paiement des heures supplémentaires comportera une majoration d'au moins vingt-cinq pour cent par rapport au taux horaire du salaire ou de la solde de base.

2. Les conventions collectives pourront prévoir au lieu d'un paiement en espèces une compensation qui consistera en une exemption correspondante de service et de présence à bord ou en une compensation de toute autre forme.

#### *Article 19*

1. Le recours continu aux heures supplémentaires sera évité dans toute la mesure du possible.

2. Le temps nécessaire à l'exécution des travaux suivants ne sera pas compris dans la durée normale du travail ni considéré comme heures supplémentaires, aux fins de cette partie de la présente convention :

- a) les travaux que le capitaine estime nécessaires et urgents en vue de sauvegarder la sécurité du navire, de la cargaison ou des personnes embarquées ;
- b) les travaux requis par le capitaine en vue de porter secours à d'autres navires ou à d'autres personnes en détresse ;
- c) les appels, exercices d'incendie ou d'embarcations et exercices similaires du genre de ceux que prescrira la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer en vigueur à l'époque ;
- d) les travaux supplémentaires requis par des formalités douanières, la quarantaine ou d'autres formalités sanitaires ;
- e) les travaux normaux et indispensables auxquels doivent procéder les officiers pour la détermination de la position du navire et pour les observations météorologiques ;
- f) le temps supplémentaire qu'exige la relève normale des quarts.

3. Rien dans la présente convention ne sera interprété comme affaiblissant le droit et l'obligation du capitaine d'un navire d'exiger des travaux qui lui paraissent nécessaires à la sécurité et à la bonne marche du navire, ni l'obligation d'un officier ou d'un membre du personnel de procéder à de tels travaux.

*Article 20*

1. No person under the age of sixteen years shall work at night.
2. For the purpose of this Article, "night" means a period of at least nine consecutive hours between times before and after midnight to be prescribed by national laws or regulations or collective agreements.

**PART IV. MANNING**

*Article 21*

1. Every vessel to which this Convention applies shall be sufficiently and efficiently manned for the purposes of—
  - (a) ensuring the safety of life at sea;
  - (b) giving effect to the provisions of Part III of this Convention; and
  - (c) preventing excessive strain upon the crew and avoiding or minimising as far as practicable the working of overtime.
2. Each Member undertakes to maintain, or to satisfy itself that there is maintained, efficient machinery for the investigation and settlement of any complaint or dispute concerning the manning of a vessel.
3. Representatives of the organisations of shipowners and seafarers shall participate, with or without other persons or authorities, in the operation of such machinery.

**PART V. APPLICATION OF THE CONVENTION**

*Article 22*

1. Effect may be given to this Convention by (a) laws or regulations; (b) collective agreements between shipowners and seafarers (except as regards paragraph 2 of Article 21); or (c) a combination of laws or regulations and collective agreements between shipowners and seafarers. Except as may be otherwise provided herein, the provisions of this Convention shall be made applicable to every vessel registered in the territory of the ratifying Member and to every person engaged on any such vessel.
2. Where effect has been given to any provision of this Convention by a collective agreement in pursuance of paragraph 1 of this Article, then notwithstanding anything contained in Article 10 of this Convention the Member shall not be required to take any measures in pursuance of Article 10 of this Convention in respect of the provisions of the Convention to which effect has been so given by collective agreement.
3. Each Member ratifying this Convention shall supply to the Director-General of the International Labour Office information on the measures by which the Convention is applied, including particulars of any collective agreements in force which give effect to any of its provisions.
4. Each Member ratifying this Convention undertakes to take part, by means of a tripartite delegation, in any Committee representative of governments and shipowners' and seafarers' organisations, and including, in an advisory capacity, representatives of the Joint Maritime Commission of the International Labour Office, which may be set up for the purpose of examining the measures taken to give effect to the Convention.

#### *Article 20*

1. Aucun membre du personnel âgé de moins de seize ans ne peut travailler de nuit.
2. Aux fins du présent article, le terme « nuit » signifie au moins neuf heures consécutives comprises dans une période commençant avant minuit et finissant après minuit et qui sera déterminée par la législation nationale ou par conventions collectives.

#### PARTIE IV. EFFECTIFS

##### *Article 21*

1. Tout navire auquel s'applique la présente convention doit avoir à bord un équipage suffisant en nombre et qualité pour :
  - a) assurer la sécurité de la vie humaine en mer ;
  - b) donner effet aux dispositions de la partie III de la présente convention ;
  - c) éviter tout surmenage de l'équipage et supprimer ou restreindre autant que possible les heures supplémentaires.
2. Tout Membre s'engage à instituer, ou à s'assurer qu'il existe dans son territoire un mécanisme efficace pour instruire ou régler toute plainte ou tout conflit relatif aux effectifs d'un navire.
3. Des représentants des organisations d'armateurs et de gens de mer participeront, avec ou sans le concours d'autres personnes ou autorités, au fonctionnement de ce mécanisme.

#### PARTIE V. APPLICATION DE LA CONVENTION

##### *Article 22*

1. Effet peut être donné à la présente convention au moyen : a) de la législation ; b) de conventions collectives passées entre armateurs et gens de mer (sauf en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 21) ; c) d'une combinaison de la législation et des conventions collectives passées entre armateurs et gens de mer. Sauf disposition contraire de la présente convention, celle-ci s'appliquera à tout navire immatriculé dans le territoire d'un Membre qui aura ratifié la convention et à toute personne employée à bord du navire.
2. Lorsqu'il sera donné effet à toute disposition de la présente convention au moyen d'une convention collective, conformément au paragraphe 1 du présent article, le Membre, nonobstant les dispositions prévues à l'article 10 de la présente convention, ne sera pas tenu de prendre des mesures conformément à l'article 10 de la présente convention en ce qui concerne les dispositions de la convention qui auront été mises en vigueur par convention collective.
3. Tout Membre qui aura ratifié la convention fournira au Directeur général du Bureau international du Travail des informations sur les mesures en vertu desquelles la convention est appliquée, et notamment des précisions sur toutes conventions collectives en vigueur qui font porter effet à telle ou telle disposition de la convention.
4. Tout Membre qui aura ratifié la convention s'engage à participer, au moyen d'une délégation tripartite, à tout comité représentant les gouvernements, les organisations d'armateurs et de gens de mer, et auquel des représentants de la Commission paritaire maritime du Bureau international du Travail assistent à titre consultatif, qui serait institué aux fins d'examiner les mesures prises pour donner effet à la convention.

5. The Director-General shall lay before the said Committee a summary of the information received by him under paragraph 3 above.

6. The Committee shall consider whether the collective agreements reported to it give full effect to the provisions of the Convention. Each Member ratifying the Convention undertakes to give consideration to any observations or suggestions concerning the application of the Convention made by the Committee, and further undertakes to bring to the notice of the organisations of shipowners and of seafarers who are parties to any of the collective agreements mentioned in paragraph 1 any observations or suggestions of the aforesaid Committee concerning the degree to which such agreements give effect to the provisions of the Convention.

#### *Article 23*

1. Each Member which ratifies this Convention shall be responsible for the application of its provisions to vessels registered in its territory and shall, except where effect is given to the Convention by collective agreements, maintain in force laws or regulations which—

- (a) determine the respective responsibilities of the shipowner and the master for ensuring compliance therewith ;
- (b) prescribe adequate penalties for any violation thereof ;
- (c) provide for adequate public supervision of compliance with Part IV of the Convention ;
- (d) require the keeping of the records of hours worked necessary for the purposes of Part III of the Convention and of the compensation granted in respect of overtime and of excess hours of work ;
- (e) ensure to seafarers the same remedies for recovering payments due to them in respect of compensation for overtime and for excess hours of work as they have for recovering other arrears of pay.

2. The organisations of shipowners and seafarers concerned shall, so far as is reasonable and practicable, be consulted in the framing of all laws or regulations for giving effect to the provisions of this Convention.

#### *Article 24*

For the purpose of giving mutual assistance in the enforcement of this Convention, every Member which ratifies the Convention undertakes to require the competent authority in every port in its territory to inform the consular or other appropriate authority of any other such Member of any case in which it comes to the notice of such authority that the requirements of the Convention are not being complied with in a vessel registered in the territory of that other Member.

### PART VI. FINAL PROVISIONS

#### *Article 25*

1. This Convention revises the Wages, Hours of Work and Manning (Sea) Conventions, 1946 and 1949.

2. For the purpose of Article 28 of the Hours of Work and Manning (Sea) Convention, 1936, this Convention shall also be regarded as a Convention revising that Convention.

5. Le Directeur général soumettra audit comité un résumé des informations qu'il aura reçues en exécution du paragraphe 3 ci-dessus.

6. Le comité examinera si les conventions collectives, au sujet desquelles il sera saisi d'un rapport, font porter pleinement effet aux dispositions de la convention. Tout Membre qui aura ratifié la présente convention s'engage à tenir compte de toute observation ou suggestion concernant l'application de la convention faite par le comité ; il s'engage, en outre, à porter à la connaissance des organisations d'armateurs et de gens de mer parties à une convention collective visée au paragraphe 1 toute observation ou suggestion du comité susmentionné quant à l'efficacité de cette convention collective pour donner effet aux dispositions de la convention.

#### *Article 23*

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à en appliquer les dispositions aux navires immatriculés dans son territoire et, sauf dans les cas de mise à exécution au moyen de conventions collectives, à instituer une législation qui :

- a) déterminera les responsabilités respectives de l'armateur et du capitaine à l'égard de la convention ;
- b) prescrira des sanctions appropriées pour toute violation des dispositions de la convention ;
- c) établira en vue de l'application de la partie IV de la présente convention un système de contrôle officiel approprié ;
- d) exigera, pour l'application de la partie III de la présente convention, le relevé, d'une part, des heures de travail effectuées, d'autre part, des compensations accordées pour les heures supplémentaires et de dépassement ;
- e) assurera aux gens de mer les mêmes moyens de recouvrement des rémunérations qui leur sont dues en compensation des heures supplémentaires et de dépassement que ceux dont ils disposent déjà pour le recouvrement des autres arrérages de salaires.

2. Les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées seront, dans toute la mesure du possible, consultées pour l'élaboration de toute mesure d'ordre législatif ou réglementaire tendant à faire porter effet aux dispositions de la présente convention.

#### *Article 24*

En vue d'établir une assistance réciproque pour l'application de la présente convention, chacun des Membres qui l'aura ratifiée s'engage à prescrire à l'autorité compétente dans tout port situé sur son territoire de signaler à l'autorité consulaire ou à toute autre autorité qualifiée d'un autre Membre ayant ratifié, tout cas, venu à sa connaissance, de non-observation des dispositions de ladite convention à bord d'un navire immatriculé dans le territoire de cet autre Membre.

### **PARTIE VI. DISPOSITIONS FINALES**

#### *Article 25*

1. La présente convention révise les conventions de 1946 et de 1949 sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs.

2. Aux fins de l'article 28 de la convention sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936, la présente convention doit également être considérée comme une convention revisant la susdite convention.

#### *Article 26*

The formal ratifications of this Convention shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

#### *Article 27*

1. This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organisation whose ratifications have been registered with the Director-General.

2. It shall first come into force six months after the date at which the following conditions have been fulfilled :

- (a) the ratifications of nine of the following Members have been registered : Argentina, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, China, Denmark, Finland, France, Federal Republic of Germany, Greece, India, Ireland, Italy, Japan, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Spain, Sweden, Turkey, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Yugoslavia ;
- (b) at least five of the Members whose ratifications have been registered have at the date of registration each not less than 1 million gross register tons of shipping ;
- (c) the aggregate tonnage of shipping possessed at the time of registration by the Members whose ratifications have been registered is not less than 15 million gross register tons.

3. The provisions of the preceding paragraph are included for the purpose of facilitating and encouraging early ratification of the Convention by member States.

4. After the Convention has first come into force, it shall come into force for any Member six months after the date on which its ratification has been registered.

#### *Article 28*

1. A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of five years from the date on which the Convention comes into force, by an act communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2. Each Member which has ratified this Convention and which does not within the year following the expiration of the period of five years mentioned in the preceding paragraph exercise the right of denunciation provided for in this Article will be bound for another period of five years and, thereafter, may denounce this Convention at the expiration of each period of five years under the terms provided for in this Article.

#### *Article 29*

1. The Director-General of the International Labour Office shall notify all the Members of the International Labour Organisation of the registration of all ratifications, declarations and denunciations communicated to him by the Members of the Organisation.

2. When notifying the Members of the Organisation of the registration of the last of the ratifications required to bring the Convention into force, the Director-General shall draw the attention of the Members of the Organisation to the date upon which the Convention will come into force.

### *Article 26*

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

### *Article 27*

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont les ratifications auront été enregistrées par le Directeur général.

2. Son entrée en vigueur initiale aura lieu six mois après la date à laquelle les conditions suivantes auront été remplies :

- a) les ratifications de neuf des Membres suivants ont été enregistrées : République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Inde, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie, Union des républiques soviétiques socialistes, Yougoslavie ;
- b) au moins cinq des Membres dont les ratifications ont été enregistrées possèdent chacun, à la date de leur enregistrement, une flotte marchande dont le tonnage brut sera égal ou supérieur à un million de tonneaux enregistrés ;
- c) l'ensemble du tonnage de la flotte marchande que posséderont, au moment de l'enregistrement, les Membres dont les ratifications ont été enregistrées est égal ou supérieur à quinze millions de tonneaux de jauge brute enregistrés.

3. Les dispositions qui précédent ont été adoptées en vue de faciliter, encourager et hâter la ratification de la présente convention par les Etats Membres.

4. Après son entrée en vigueur initiale, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois après la date à laquelle sa ratification aura été enregistrée.

### *Article 28*

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de cinq années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de cinq années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de cinq années dans les conditions prévues au présent article.

### *Article 29*

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entrée en vigueur de la convention, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

### *Article 30*

The Director-General of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications, declarations and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding Articles.

### *Article 31*

At the expiration of each period of ten years after the coming into force of this Convention, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

### *Article 32*

1. Should the Conference adopt a new Convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides—

- (a) the ratification by a Member of the new revising Convention shall *ipso jure* involve the immediate denunciation of this Convention, notwithstanding the provisions of Article 28 above, if and when the new revising Convention shall have come into force;
- (b) as from the date when the new revising Convention comes into force this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2. This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising Convention.

### *Article 33*

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

The foregoing is the authentic text of the Convention duly adopted by the General Conference of the International Labour Organisation during its Forty-first Session which was held at Geneva and declared closed the fourteenth day of May 1958.

IN FAITH WHEREOF we have appended our signatures this twenty-eighth day of May 1958.

### *Article 30*

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qu'il aura enregistrées conformément aux articles précédents.

### *Article 31*

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

### *Article 32*

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

- a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 28 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;
- b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

### *Article 33*

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quarante et unième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 14 mai 1958.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-huitième jour de mai 1958 :

*The President of the Conference,  
Le Président de la Conférence,*

**ICHIRO KAWASAKI.**

*The Director-General of the International Labour Office,  
Le Directeur général du Bureau international du Travail,*

**DAVID A. MORSE.**

The text of the Convention as here presented is a true copy of the text authenticated by the signatures of the President of the International Labour Conference and of the Director-General of the International Labour Office.

Le texte de la convention présenté ici est une copie exacte du texte authentiqué par les signatures du Président de la Conférence internationale du Travail et du Directeur général du Bureau international du Travail.

Certified true and complete copy,  
Copie certifiée conforme et complète,

*for the Director-General of the International Labour Office :  
pour le Directeur général du Bureau international du Travail :*



FRANCIS WOLF  
Chief of the Legal Division  
of the International Labour Office  
Chef de la Division juridique  
du Bureau international du Travail

# CONFERENCIA INTERNACIONAL DEL TRABAJO

## **Convenio 109**

### **CONVENIO RELATIVO A SALARIOS, HORAS DE TRABAJO A BORDO Y DOTACIÓN (REVISADO EN 1958)<sup>1</sup>**

La Conferencia General de la Organización Internacional del Trabajo:  
Convocada en Ginebra por el Consejo de Administración de la Oficina  
Internacional del Trabajo, y congregada en dicha ciudad el 29 de abril  
de 1958 en su cuadragésima primera reunión;

Después de haber decidido adoptar diversas proposiciones relativas a la  
revisión general del Convenio sobre salarios, horas de trabajo a bordo  
y dotación (revisado), 1949, cuestión que constituye el segundo punto  
del orden del día de la reunión, y

Considerando que dichas proposiciones deben revestir la forma de un con-  
venio internacional,

adoptá, con fecha 14 de mayo de mil novecientos cincuenta y ocho, el siguiente  
Convenio, que podrá ser citado como el Convenio sobre salarios, horas de  
trabajo a bordo y dotación (revisado), 1958:

#### **PARTE I. DISPOSICIONES GENERALES**

##### *Artículo 1*

Ninguna de las disposiciones del presente Convenio menoscabará en modo  
alguno cualquier disposición referente a los salarios, las horas de trabajo a bordo  
o la dotación, establecida por sentencias, leyes, costumbres o acuerdos celebrados  
entre armadores y gente de mar, que garantice a la gente de mar condiciones  
más favorables que las prescritas en este Convenio.

##### *Artículo 2*

1. El presente Convenio se aplica a todo buque de propiedad pública o  
privada:

- a) de propulsión mecánica;
- b) matriculado en un territorio en el que se halle en vigor el presente Convenio;
- c) dedicado, con fines comerciales, al transporte de mercancías o de pasaje-  
ros; y
- d) dedicado a la navegación marítima.

2. El presente Convenio no se aplica:

- a) a los buques cuyo tonelaje bruto de registro sea inferior a 500 toneladas;

<sup>1</sup> Adoptado el 14 de mayo de 1958 por 114 votos a favor, 22 en contra y 22 abstencio-  
nes.

al 29 de junio de 1946, o en el caso de cualquier cambio ulterior de esa naturaleza, comunicado con posterioridad a la adopción del presente Convenio:

- a) el salario básico mínimo prescrito en el párrafo 1 de este artículo en función de la moneda respecto de la cual se haya hecho dicha notificación deberá ajustarse en forma tal que se mantenga la equivalencia con la otra moneda;
- b) el ajuste deberá ser notificado por el Director General de la Oficina Internacional del Trabajo a los Miembros de la Organización Internacional del Trabajo;
- c) el salario básico mínimo así ajustado deberá ser obligatorio, para los Miembros que hayan ratificado el Convenio, en la misma forma que el salario prescrito en el párrafo 1 del presente artículo, y entrará en vigor para cada uno de estos Miembros a más tardar al comienzo del segundo mes que subsiga a aquel en que el Director General comunique el cambio a los Miembros.

#### *Artículo 7*

1. En el caso de buques en los que se hallen empleados grupos de personal subalterno que necesiten el empleo de un número de personas mayor del que hubiera sido empleado normalmente, la paga o salario básico mínimo de un marinero preferente deberá ajustarse de suerte que corresponda a la paga o salario básico mínimo estipulado en el artículo precedente.

2. Esta equivalencia se establecerá de conformidad con el principio «a igual trabajo igual salario», y se tendrán debidamente en cuenta:

- a) el número suplementario de miembros del personal subalterno de esos grupos empleado; y
- b) cualquier aumento o disminución de los gastos del armador ocasionados por el empleo de tales grupos de personas.

3. El salario correspondiente se deberá fijar por medio de contratos colectivos celebrados entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar o, en su defecto, y siempre que ambos países interesados hayan ratificado este Convenio, por la autoridad competente del territorio del grupo de gente de mar de que se trate.

#### *Artículo 8*

En caso de que la alimentación no se proporcione gratuitamente, la paga o salario básico mínimo se deberá aumentar en una cantidad que será fijada por medio de un contrato colectivo celebrado entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar o, en su defecto, por la autoridad competente.

#### *Artículo 9*

1. El tipo de cambio que se deberá utilizar para determinar el equivalente en otra moneda de la paga o salario básico prescrito en el artículo 6 será la relación que exista entre el valor a la par de dicha moneda y el valor a la par de la libra del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte o del dólar de los Estados Unidos de América.

2. Cuando se trate de la moneda de un Miembro de la Organización Internacional del Trabajo que sea Miembro del Fondo Monetario Internacional, el valor a la par deberá ser aquel que esté en vigor en virtud del Estatuto del Fondo Monetario Internacional.

3. Cuando se trate de la moneda de un Miembro de la Organización Internacional del Trabajo que no sea Miembro del Fondo Monetario Internacional, el valor a la par deberá ser el tipo de cambio oficial, en función del oro, o del dólar de los Estados Unidos de América, con el peso y ley vigentes el primero de julio de 1944, que se utilice habitualmente para pagos y transferencias en las transacciones internacionales corrientes.

4. Cuando se trate de una moneda a la que no puedan aplicarse las disposiciones de ninguno de los dos párrafos precedentes:

- a) el tipo de cambio que se adoptará, a los efectos de este artículo, deberá ser determinado por el Miembro de la Organización Internacional del Trabajo interesado;
- b) el Miembro interesado deberá notificar su decisión al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo, quien informará, de inmediato, a los demás Miembros que hayan ratificado el presente Convenio;
- c) dentro de un período de seis meses a partir de la fecha en que el Director General haya comunicado esta información, cualquier otro Miembro que haya ratificado el Convenio podrá comunicar al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo su disconformidad respecto a la decisión, y en ese caso el Director General deberá informar al Miembro interesado y a los demás Miembros que hayan ratificado el Convenio, y someter el asunto a la comisión prevista por el artículo 22;
- d) las presentes disposiciones se deberán aplicar en caso de que se produzca cualquier cambio en la decisión del Miembro interesado.

5. Toda modificación en la paga o en el salario básico, que resulte de un cambio en el tipo utilizado para determinar el equivalente en otra moneda, deberá entrar en vigor a más tardar al comienzo del segundo mes que subsiga a aquel en que haya entrado en vigor el cambio introducido en la relación entre los valores a la par de las monedas en cuestión.

#### *Artículo 10*

Todo Miembro deberá tomar las medidas necesarias:

- a) para garantizar, mediante un sistema de inspección y de sanciones, que las remuneraciones pagadas no sean inferiores a las tasas fijadas por el presente Convenio;
- b) para garantizar que toda persona a quien se haya pagado de acuerdo con una tasa inferior a la establecida por el presente Convenio pueda recobrar, por medio de un procedimiento sumario y poco oneroso, por la vía judicial o por cualquier otra vía legal, la suma que se le adeude.

### **PARTE III. HORAS DE TRABAJO A BORDO DE BUQUES**

#### *Artículo 11*

Esta parte del Convenio no se aplica:

- a) al primer oficial ni al jefe de máquinas;
- b) al sobrecargo;
- c) a cualquier otro oficial que esté a cargo de un servicio y no haga guardias;

- d) a toda persona empleada en trabajos de oficina o perteneciente al personal de fonda que:
- sierva en un grado superior definido por un contrato colectivo celebrado entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar;
  - trabaje principalmente por su propia cuenta;
  - sea remunerada sólo con una comisión o principalmente con una participación en las utilidades o ganancias.

### *Artículo 12*

En esta parte del presente Convenio:

- a) la expresión « buque de cabotaje internacional » significa cualquier buque destinado exclusivamente a efectuar travesías en el curso de las cuales no se aleja del país de donde ha zarpado más allá de los puertos cercanos de los países vecinos, dentro de límites geográficos:
- que estén claramente definidos por la legislación nacional o por un contrato colectivo celebrado entre las organizaciones de armadores y de gente de mar;
  - que sean uniformes respecto a la aplicación de todas las disposiciones de esta parte del presente Convenio;
  - que hayan sido notificados por el Miembro interesado, al efectuarse el registro de su ratificación, mediante una declaración anexa a dicha ratificación; y
  - que hayan sido fijados después de consultar a los demás Miembros interesados;
- b) la expresión « buque dedicado a la navegación de altura » significa cualquier buque que no se dedique al cabotaje internacional;
- c) la expresión « buque de pasajeros » significa cualquier buque autorizado para transportar más de doce pasajeros;
- d) la expresión « horas de trabajo » significa el tiempo durante el cual un miembro de la tripulación está obligado, por orden de un superior, a efectuar un trabajo para el buque o para el armador.

### *Artículo 13*

1. El presente artículo se aplica a los oficiales y a los miembros del personal subalterno empleados en los servicios de cubierta, de máquinas y de radio-telegrafía a bordo de buques de cabotaje internacional.

2. Las horas normales de trabajo de un oficial o de un miembro del personal subalterno no deberán exceder:

- mientras el buque se encuentre en el mar, de veinticuatro horas por cada período de dos días consecutivos;
- mientras el buque esté en puerto:
  - en el día de descanso semanal, del tiempo necesario para la ejecución de los trabajos corrientes o de limpieza, con un límite máximo de dos horas;
  - en los demás días, de ocho horas, a menos que un contrato colectivo disponga una duración inferior;
- de ciento doce horas por cada período de dos semanas consecutivas.

3. Las horas de trabajo efectuadas en exceso de los límites prescritos en los apartados *a)* y *b)* del párrafo precedente se deberán considerar horas extraordinarias y el interesado tendrá derecho a una compensación, de acuerdo con las disposiciones del artículo 18 del presente Convenio.

4. Si el número total de horas de trabajo efectuadas en un período de dos semanas consecutivas, excluidas las horas que se consideren extraordinarias, excede de ciento doce, el oficial o el miembro del personal subalterno interesado tendrá derecho a una compensación en forma de exención de servicio y de presencia, concedida en un puerto, o en cualquier otra forma que determine un contrato colectivo celebrado entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar.

5. La legislación nacional o los contratos colectivos determinarán, a los efectos de este artículo, los casos en que deba considerarse que un buque está en mar y aquellos en que deba considerarse que está en puerto.

#### *Artículo 14*

1. El presente artículo se aplica a los oficiales y a los miembros del personal subalterno empleados en los servicios de cubierta, de máquinas y de radiotelegrafía a bordo de buques dedicados a la navegación de altura.

2. Mientras el buque se encuentre en el mar y en los días de arribada y zarpa, las horas normales de trabajo de un oficial o de un miembro del personal subalterno no deberán exceder de ocho por día.

3. Mientras el buque esté en puerto, las horas normales de trabajo de un oficial o de un miembro del personal subalterno no deberán exceder:

- a)* en el día de descanso semanal, del tiempo necesario para la ejecución de los trabajos corrientes o de limpieza, con un límite máximo de dos horas;
- b)* en los demás días, de ocho horas, a menos que un contrato colectivo disponga una duración inferior.

4. Las horas de trabajo efectuadas en exceso de los límites diarios prescritos en los párrafos precedentes se deberán considerar horas extraordinarias y el interesado tendrá derecho a una compensación, de acuerdo con las disposiciones del artículo 18 del presente Convenio.

5. Si el número total de horas de trabajo efectuadas en un período de una semana, excluidas las horas que se consideren extraordinarias, excede de cuarenta y ocho, el oficial o el miembro del personal subalterno interesado tendrá derecho a una compensación en forma de exención de servicio y de presencia, concedida en un puerto, o en cualquier otra forma que determine un contrato colectivo celebrado entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar.

6. La legislación nacional o los contratos colectivos determinarán, a los efectos de este artículo, los casos en que deba considerarse que un buque está en mar y aquellos en que deba considerarse que está en puerto.

#### *Artículo 15*

1. El presente artículo se aplica al personal de fonda de un buque.

2. En el caso de un buque de pasajeros, las horas normales de trabajo no deberán exceder:

a) cuando el buque se encuentre en el mar y en los días de arribada y zarpa, de diez horas en el curso de un período de catorce horas;

b) cuando el buque esté en puerto:

i) mientras los pasajeros estén a bordo, de diez horas en el curso de un período de catorce horas;

ii) en los demás casos:

el día anterior al de descanso semanal, de cinco horas;

el día de descanso semanal, de cinco horas cuando se trate de personas empleadas en la cocina o en los comedores, y, tratándose de otras personas, del tiempo necesario para realizar los trabajos corrientes o de limpieza, con un límite máximo de dos horas;

en los demás días, de ocho horas.

3. En el caso de un buque que no sea de pasajeros, las horas normales de trabajo no deberán exceder:

a) mientras el buque se encuentre en el mar y en los días de arribada y zarpa, de nueve horas, en el curso de un período de trece horas;

b) mientras el buque esté en puerto:

en el día de descanso semanal, de cinco horas;

en el día anterior al de descanso semanal, de seis horas;

en los demás días, de ocho horas, en el curso de un período de doce horas.

4. Si el número total de horas de trabajo efectuadas en un período de dos semanas consecutivas excede de ciento doce, el interesado tendrá derecho a una compensación en forma de exención de servicio y de presencia, concedida en un puerto, o en cualquier otra forma que determine un contrato colectivo celebrado entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar.

5. La legislación nacional o los contratos colectivos celebrados entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar podrán establecer acuerdos especiales para reglamentar las horas de trabajo de los vigilantes nocturnos.

#### *Artículo 16*

1. El presente artículo se aplica a los oficiales y a los miembros del personal subalterno empleados a bordo de buques de cabotaje internacional o a bordo de buques dedicados a la navegación de altura.

2. Las exenciones de servicio y de presencia, concedidas en un puerto, deberán ser objeto de negociaciones entre las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar, entendiéndose que los oficiales y el personal subalterno disfrutarán, en el puerto, de la más amplia exención posible y que esta exención no será computada como vacaciones.

#### *Artículo 17*

1. La autoridad competente podrá exceptuar de la aplicación de esta parte del presente Convenio a los oficiales que no estén ya excluidos en virtud del artículo 11, a reserva de las siguientes condiciones:

- a) los oficiales deberán tener derecho, en virtud de un contrato colectivo, a condiciones de empleo que la autoridad competente certifique constituyen, por sí mismas, una compensación total de la no aplicación de esta parte del Convenio;
- b) el contrato colectivo deberá haberse celebrado originalmente antes del 30 de junio de 1946, y el contrato deberá seguir en vigor ya sea directamente o después de haber sido renovado.

2. Todo Miembro que invoque las disposiciones del párrafo 1 proporcionará al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo una información completa sobre todo contrato colectivo de esta índole, y el Director General someterá un resumen de la información que haya recibido a la comisión mencionada en el artículo 22.

3. Esta comisión examinará los contratos colectivos que se le sometan, a fin de comprobar si los mismos establecen condiciones de empleo que constituyan una compensación total de la no aplicación de esta parte del Convenio. Todo Miembro que haya ratificado el Convenio se obliga a tener en cuenta cualquier observación o sugerencia de la comisión sobre dichos contratos colectivos y se obliga también a comunicar tales observaciones o sugerencias a las organizaciones de armadores y de trabajadores que sean parte en dichos contratos colectivos.

#### *Artículo 18*

1. La tasa o tasas de remuneración por horas extraordinarias deberán ser prescritas por la legislación nacional o deberán ser fijadas por contratos colectivos, pero en ningún caso la tasa de remuneración horaria de las horas extraordinarias de trabajo deberá ser inferior a la tasa horaria de la paga o salario básico aumentada en un veinticinco por ciento.

2. Los contratos colectivos podrán prever, en lugar de un pago en efectivo, una compensación que consistirá en una exención de servicio y de presencia, o cualquier otra forma de compensación.

#### *Artículo 19*

1. El recurso continuo al trabajo en horas extraordinarias será evitado, siempre que sea posible.

2. A los efectos de esta parte del presente Convenio, el tiempo empleado en los siguientes trabajos no se incluirá en las horas normales de trabajo ni se considerará como horas extraordinarias de trabajo:

- a) los trabajos que el capitán estime necesarios y urgentes para la seguridad del buque, de la carga o de las personas a bordo;
- b) los trabajos exigidos por el capitán para socorrer a otros buques o a otras personas en peligro;
- c) pasar lista, simulacros de incendio, de salvamento, y ejercicios similares análogos a aquellos que están determinados por la Convención internacional sobre la seguridad de la vida humana en el mar, tal como se halle en vigor en esa época;
- d) el trabajo extraordinario exigido por las formalidades aduaneras, la cuarentena u otras formalidades de carácter sanitario;

- e) los trabajos normales e indispensables que deban realizar los oficiales para determinar la situación del buque y para hacer observaciones meteorológicas;
- f) el tiempo extraordinario exigido por el relevo normal de las guardias.

3. Ninguna disposición del presente Convenio se deberá interpretar en menoscabo del derecho y la obligación del capitán de un buque a exigir los trabajos que crea necesarios para la seguridad y marcha eficiente del buque, ni en menoscabo de la obligación de un oficial o de un miembro del personal subalterno de realizar tales trabajos.

#### *Artículo 20*

1. Ningún miembro del personal menor de dieciséis años podrá trabajar durante la noche.

2. A los efectos del presente artículo, el término « noche » significa un período de nueve horas consecutivas, por lo menos, comprendidas en un período que comience antes de medianoche y termine después de medianoche, que será determinado por la legislación nacional o por contratos colectivos.

### **PARTE IV. DOTACIÓN**

#### *Artículo 21*

1. Todo buque al cual se aplique el presente Convenio deberá disponer a bordo de una dotación eficiente y suficientemente numerosa, a fin de:

- a) garantizar la seguridad de la vida humana en el mar;
- b) dar cumplimiento a las disposiciones de la parte III del presente Convenio;
- c) evitar la fatiga excesiva de la tripulación, eliminando o limitando en todo lo posible las horas extraordinarias de trabajo.

2. Todo Miembro se obliga a establecer un organismo eficaz para la investigación y solución de toda queja o conflicto relativo a la dotación de un buque, o a cerciorarse de que dicho mecanismo está ya establecido en su territorio.

3. En el funcionamiento de dicho organismo participarán representantes de las organizaciones de armadores y de gente de mar, con o sin el concurso de otras personas o autoridades.

### **PARTE V. APLICACIÓN DEL CONVENIO**

#### *Artículo 22*

1. Se podrá dar cumplimiento a las disposiciones de este Convenio por medio de: a) la legislación; b) los contratos colectivos celebrados entre armadores y gente de mar (excepto en lo relativo al párrafo 2 del artículo 21); c) la acción combinada de la legislación y de los contratos colectivos celebrados entre armadores y gente de mar. Salvo disposición en contrario del presente Convenio, éste se aplicará a todo buque matriculado en el territorio de un Miembro que haya ratificado el Convenio y a todas las personas empleadas en dicho buque.

2. Cuando se haya dado cumplimiento a cualquier disposición de este Convenio por medio de un contrato colectivo, de conformidad con el párrafo 1 de este artículo, el Miembro no estará obligado, a pesar de las disposiciones contenidas en el artículo 10 de este Convenio, a dictar las medidas previstas en dicho artículo, en lo que concierne a cualquiera de las disposiciones de este Convenio a la que se haya dado cumplimiento por medio de un contrato colectivo.

3. Todo Miembro que haya ratificado este Convenio proporcionará al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo una información sobre las medidas tomadas para su aplicación, que incluya indicaciones precisas sobre cualquier contrato colectivo en vigor que dé cumplimiento a cualquiera de las disposiciones del presente Convenio.

4. Todo Miembro que haya ratificado este Convenio se obliga a participar, por medio de una delegación tripartita, en cualquier comisión que pueda crearse con el propósito de examinar las medidas dictadas para dar cumplimiento a este Convenio, en la que estén representados los gobiernos y las organizaciones de armadores y de gente de mar, y a la que asistirán, en calidad consultiva, representantes de la Comisión Paritaria Marítima de la Oficina Internacional del Trabajo.

5. El Director General someterá a dicha comisión un resumen de la información que haya recibido en virtud del párrafo 3 de este artículo.

6. La comisión examinará los contratos colectivos que se le sometan, a fin de comprobar si dan cumplimiento a las disposiciones de este Convenio. Todo Miembro que haya ratificado el Convenio se obliga a tener en cuenta cualquier observación o sugerencia que formule la comisión sobre la aplicación del Convenio, y se obliga también a comunicar a las organizaciones de armadores y de gente de mar que sean parte en cualquiera de los contratos colectivos mencionados en el párrafo 1 cualquier observación o sugerencia de dicha comisión respecto al grado en que esos contratos colectivos dan cumplimiento a las disposiciones del presente Convenio.

### *Artículo 23*

1. Todo Miembro que ratifique el presente Convenio se obliga a aplicar sus disposiciones a los buques matriculados en su territorio y, excepto en el caso de que se haya dado cumplimiento al Convenio por medio de contratos colectivos, a mantener en vigor una legislación que tenga por efecto:

- a) determinar la responsabilidad respectiva del armador y del capitán en lo que concierne a la aplicación del Convenio;
- b) prescribir sanciones adecuadas para toda violación de las disposiciones del Convenio;
- c) implantar, a los efectos de la aplicación de la parte IV del presente Convenio, un sistema oficial apropiado de inspección;
- d) exigir el registro de todas las horas de trabajo efectuadas a los efectos de la parte III del presente Convenio, y de las compensaciones acordadas por horas extraordinarias de trabajo y horas de trabajo en exceso;

- e) garantizar a la gente de mar los mismos medios para el cobro de las remuneraciones que se les adeuden, en concepto de horas extraordinarias de trabajo y horas de trabajo en exceso, que aquellos de que dispongan para cobrar otros atrasos de salarios.
2. Se deberá consultar a las organizaciones interesadas de armadores y de gente de mar, siempre que sea posible, al elaborarse cualquier disposición de orden legislativo o reglamentario tendiente a dar cumplimiento a las prescripciones del presente Convenio.

*Artículo 24*

A fin de establecer una ayuda reciproca para la aplicación del presente Convenio, cada uno de los Miembros que lo hayan ratificado se compromete a exigir a la autoridad competente de cualquier puerto de su territorio que informe a la autoridad consular, o a cualquier otra autoridad pertinente de otro Miembro que haya ratificado el Convenio, de cualquier caso del que haya tenido conocimiento en el que no se hayan observado las disposiciones del Convenio a bordo de un buque matriculado en el territorio de este último Miembro.

**PARTE VI. DISPOSICIONES FINALES**

*Artículo 25*

1. El presente Convenio revisa los Convenios de 1946 y de 1949 sobre salarios, horas de trabajo a bordo y dotación.
2. A los efectos del artículo 28 del Convenio sobre las horas de trabajo a bordo y la dotación, 1936, se considerará igualmente que el presente Convenio constituye un convenio revisado del primer Convenio.

*Artículo 26*

Las ratificaciones formales del presente Convenio serán comunicadas, para su registro, al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo.

*Artículo 27*

1. Este Convenio obligará únicamente a aquellos Miembros de la Organización Internacional del Trabajo cuyas ratificaciones haya registrado el Director General.
2. Entrará en vigor seis meses después de la fecha en que se hayan cumplido las siguientes condiciones:
- a) la ratificación de nueve de los países siguientes: República Federal de Alemania, República Argentina, Australia, Bélgica, Brasil, Canadá, Chile, China, Dinamarca, España, Estados Unidos, Finlandia, Francia, Grecia, India, Irlanda, Italia, Japón, Noruega, Países Bajos, Polonia, Portugal, Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, Suecia, Turquía, Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas y Yugoslavia;
- b) por los menos cinco de los Miembros cuyas ratificaciones hayan sido registradas deberán poseer una marina mercante cuyo tonelaje bruto sea, por lo menos, de un millón de toneladas de registro;

c) el tonelaje total de la flota mercante que posean en el momento del registro los Miembros cuyas ratificaciones hayan sido registradas deberá ser igual o superior a quince millones de toneladas brutas de registro.

3. Las disposiciones del párrafo precedente se han adoptado con el propósito de facilitar y estimular la pronta ratificación del Convenio por los Estados Miembros.

4. Después de su entrada en vigor inicial, el presente Convenio entrará en vigor, para cada Miembro, seis meses después de la fecha en que se haya registrado su ratificación.

#### *Artículo 28*

1. Todo Miembro que haya ratificado este Convenio podrá denunciarlo a la expiración de un período de cinco años, a partir de la fecha en que se haya puesto inicialmente en vigor, mediante un acta comunicada, para su registro, al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo. La denuncia no surtirá efecto hasta un año después de la fecha en que se haya registrado.

2. Todo Miembro que haya ratificado este Convenio y que, en el plazo de un año después de la expiración del período de cinco años mencionado en el párrafo precedente, no haga uso del derecho de denuncia previsto en este artículo quedará obligado durante un nuevo período de cinco años, y en lo sucesivo podrá denunciar este Convenio a la expiración de cada período de cinco años, en las condiciones previstas en este artículo.

#### *Artículo 29*

1. El Director General de la Oficina Internacional del Trabajo notificará a todos los Miembros de la Organización Internacional del Trabajo el registro de cuantas ratificaciones, declaraciones y denuncias le comuniquen los Miembros de la Organización.

2. Al notificar a los Miembros de la Organización el registro de la última ratificación necesaria para la entrada en vigor del Convenio, el Director General llamará la atención de los Miembros de la Organización sobre la fecha en que entrará en vigor el presente Convenio.

#### *Artículo 30*

El Director General de la Oficina Internacional del Trabajo comunicará al Secretario General de las Naciones Unidas, a los efectos del registro y de conformidad con el artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas, una información completa sobre todas las ratificaciones, declaraciones y actas de denuncia que haya registrado de acuerdo con los artículos precedentes.

#### *Artículo 31*

A la expiración de cada período de diez años, a partir de la fecha en que este Convenio entre en vigor, el Consejo de Administración de la Oficina Internacional del Trabajo deberá presentar a la Conferencia General una memoria sobre la aplicación de este Convenio, y deberá considerar la conveniencia de incluir en el orden del día de la Conferencia la cuestión de la revisión total o parcial del mismo.

*Artículo 32*

1. En caso de que la Conferencia adopte un nuevo convenio que implique una revisión total o parcial del presente, y a menos que el nuevo convenio contenga disposiciones en contrario:

- a) la ratificación, por un Miembro, del nuevo convenio revisor implicará, *ipso jure*, la denuncia inmediata de este Convenio, no obstante las disposiciones contenidas en el artículo 28, siempre que el nuevo convenio revisor haya entrado en vigor;
- b) a partir de la fecha en que entre en vigor el nuevo convenio revisor, el presente Convenio cesará de estar abierto a la ratificación por los Miembros.

2. Este Convenio continuará en vigor en todo caso, en su forma y contenido actuales, para los Miembros que lo hayan ratificado y no ratifiquen el convenio revisor.

*Artículo 33*

Las versiones inglesa y francesa del texto de este Convenio son igualmente auténticas.

---